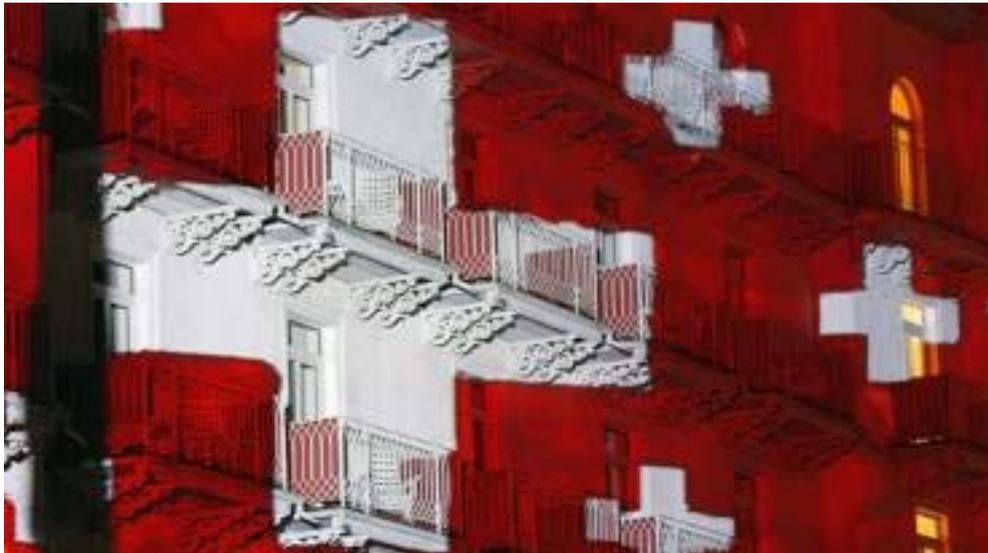


http://www.rtbf.be/info/monde/europe/detail_les-relations-ue-suisse-sont-dans-une-impasse-totale?id=9224881



"Les relations UE-Suisse sont dans une impasse totale"



"Les relations UE-Suisse sont dans l'impasse totale" - © FABRICE COFFRINI - BELGAIMAGE
Publicité

L'Invité de La Semaine de l'Europe cette semaine est René Schwok, directeur du Global Studies Institute de l'Université de Genève, un institut qui s'intéresse à la politique européenne, à la politique internationale. Il connaît sur le bout des doigts les relations passionnées et compliquées de la Suisse avec l'union européenne.

Votation ce dimanche

La Suisse a déposé sa candidature à l'Union Européenne en 1991 avec l'idée d'adhérer d'abord à l'espace économique européen, sorte d'antichambre de l'Union. Mais en 1992, une majorité de suisses refusent d'entrer dans cet espace économique. Les autorités abandonnent toute idée d'adhésion et préfèrent alors le système des accords bilatéraux, des accords qui concernent des politiques bien précises, sans entrer dans l'Union, sans dépendre des institutions de l'UE. La Suisse est membre de Schengen. Mais c'est un système qui vacille depuis deux ans puisque lors d'une votation en 2014, les Suisses ont exigé de limiter strictement l'immigration et donc la libre circulation qui permet aux Européens et aux Suisses de s'installer et de travailler librement dans l'Union et en Suisse.

Ce dimanche, les Suisses sont appelés aux urnes. Ils doivent lors d'une [votation dire s'ils veulent que les étrangers condamnés pour des crimes et délits soient renvoyés chez eux quasi automatiquement](#). Si cette initiative passe, cela risque de crispier un peu plus les relations avec l'Union.

La Suisse n'a pas une relation simple avec l'Europe. Elle a un pied dedans, un pied dehors. Est-ce tenable à long terme ? On a l'impression que ça casse un peu de toute part ?

"On est dans une impasse totale. Pourtant j'ai pensé que c'était tenable pendant encore quelques dizaines d'années s'il n'y avait pas eu cette initiative de février 2014. On aurait pu encore tenir très longtemps avec ce système, certes boiteux, insatisfaisant, mais qui finalement été 'managable' (gérable, ndlr). On est complètement déconcerté en Suisse. Donc, si on ne trouve pas une solution au problème qui a été posé par cette initiative de 2014, personne n'a de solution aujourd'hui."

Vu d'Europe, la Suisse est un petit paradis avec un taux de chômage très bas, un niveau de vie élevé. C'est une démocratie bien implantée. Mais quel est finalement l'intérêt pour les Suisses de vouloir rejoindre l'Union européenne?

"Joindre ou adhérer, ce n'est pas la même chose. Aujourd'hui, les 'adhésionnistes' sont très peu nombreux, d'après les sondages d'opinion, pas plus de 10%. Donc, le débat n'est vraiment pas sur l'adhésion. Le débat, il est de savoir si l'on veut être complètement en marge de l'Union européenne, et surtout du marché intérieur, ou si l'on veut quand même, étant une enclave dans l'Union européenne, avoir des liens étroits surtout avec le marché intérieur de l'Union Européenne. Les accords bilatéraux ont permis cela. Le risque est d'un démantèlement de ces accords bilatéraux ce qui détériorerait l'économie suisse et d'une manière plus générale, les relations de la Suisse avec tous ses voisins puisque la Suisse est une enclave dans l'Union européenne."

Qu'est ce qui leur fait peur au fond dans cette adhésion puisqu'ils sont quand même liés à l'Union via Schengen, via le marché unique ?

"Pour ceux qui sont contre, c'est une perte de souveraineté ! C'est l'absence de possibilité de pouvoir s'exprimer sur les lois et l'application des lois. Évidemment, si la Suisse était membre de l'Union, elle participerait aux institutions, mais pas à partir du moment où on est dans un système hybride : les accords bilatéraux, l'espace économique européen, d'autres bricolages que l'on inventera peut-être à l'avenir. On est dans une situation, où on ne participe pas aux prises de décision, on ne participe pas non plus à l'interprétation des décisions entre autres par la Cour européenne de Justice ou à leur application par la Commission européenne."

Mais elle est un peu factice cette souveraineté quand on voit que, lors de l'élargissement, la Suisse a dû payer. Elle s'est fait un peu tirer l'oreille pour accepter la libre circulation des Roumains, des Bulgares et maintenant des Croates. La souveraineté de la Suisse est quand même fort limitée ?

"La souveraineté est fort limitée, mais certains ne veulent pas le voir. Ils préfèrent s'attacher à la souveraineté formelle plutôt qu'à la souveraineté réelle. Parfois, les individus préfèrent avoir la satisfaction de pouvoir dire : on est libre ; on peut décider ce qu'on veut même s'ils ne le peuvent pas, parce que les éléments psychologiques sont importants. Et si certains partis populistes comme l'Union démocratique du centre arrivent à exploiter ces sentiments patriotiques, nationalistes, xénophobes, eh bien, ils peuvent remporter beaucoup de voix et satisfaire des pulsions profondes de l'électorat."

Retrouvez l'entièreté de l'interview dans "La semaine de l'Europe" ce dimanche matin entre 8h30 et 9h sur La Première.
